

1989 :

Si une date ne fait pas l'histoire, l'année 1989 est une année extraordinaire de bouleversements politiques et géopolitiques à l'échelle de l'Europe et aussi du monde, dont nous n'avons peut-être pas encore épuisé les conséquences.

Pour nous Français, c'était un enchaînement rapide de faits contradictoires : au printemps à Pékin, un homme seul faisait face à des chars ; mais c'était aussi l'année joyeuse du bicentenaire de la RF avec la plantation d'arbres de la liberté, et , en automne le mur de Berlin, le mur de Berlin tombait en direct sous les yeux ébahis du monde entier.

Cette sidération, nous devant nos TV, la sensation d'une bascule d'un monde à l'autre, d'une rupture dans le temps linéaire de l'histoire, selon l'expression d'Hannah Arendt, cette ouverture vers l'incertain, l'inconnu, et pour reprendre l'expression célèbre de Tocqueville, un peu d'inquiétude :

« Le passé n'éclairant plus l'avenir, l'Esprit marchait dans les Ténèbres.. »

en 1992 sort le livre d'un politologue de de l'université de Stanford aux États-Unis, **Francis Fukuyama : La fin de l'histoire**: 1989 c'est le triomphe de la démocratie dans le monde, couplé au triomphe de l'économie libérale.

Plus de 30 ans ont passé ; nous savons aujourd'hui que ce moment de l'écroulement des régimes communistes d'Europe de l'Est portait en germe, la réunification allemande la fin de la guerre froide, avec l'écroulement de l'URSS en 1991 et celui d'un monde grossièrement bipolaire.

Bien des archives se sont ouvertes depuis pour les historiens et s'ouvriront encore ; une nouvelle réalité géopolitique se présente aujourd'hui, après cet extraordinaire moment d'histoire, il est aussi intéressant de voir ce qu'il reste de la thèse de F Y.

En quoi consiste ce fameux basculement de 1989 ?

Comment a-t-il pu se produire et avec quelles conséquences : de son épice centre en Europe et ailleurs ? L'onde de choc Gorbatchev dans le monde

1989 était-ce la fin de l'histoire ?

I) En quoi consiste ce fameux basculement de 1989 ?

En – d’1 an, 6 pays d’Europe de l’Est connaissent des révolutions + ou – pacifiques et rompent avec le communisme et l’URSS.

Une révolution tranquille partie de Pologne, passant par la Hongrie renverse le système communiste, que l’on croyait solidement établi.

le 9 novembre à Berlin, tombe le mur (1961) ; Berlin, ville symbole de la guerre froide, géographiquement située en RDA, revient au cœur de l’histoire européenne.

le 10 novembre, démission à Sofia, de Todor Jivkov, le plus ancien et le plus conservateur des dirigeants est-européens; le 17 novembre, une énorme manifestation à Prague marque le début de la « Révolution de velours ».

Seule la Roumanie connaît des changements violents avec le renversement et l’exécution du couple Ceausescu le 22 décembre 1989.

Le 28 décembre, enfin, le plan de réunification de l’Allemagne est annoncé par le chancelier Kohl.

Elle aura lieu le 3 octobre 1990.

Les différences de sortie du communisme sont grandes entre les pays ; on peut différencier l’évolution la Pologne et de la Hongrie dans le processus de libéralisation de l’économie et de la démocratisation avec une sortie graduelle du communisme par rapport aux autres satellites de l’URSS, aux mains d’apparatchiks conservateurs qui connaissent une rupture plus radicale et pour la Roumanie meurtrière

Ces évènements constituent une révolution dans la mesure où les conséquences ont été irréversibles. Pour les contemporains, en Pologne et en Hongrie, ces changements se sont inscrits dans la continuité des années précédentes.

En effet, les difficultés économiques surtout avec la crise des années 80 ont forcé les gouvernements communistes à s’ouvrir au changement et au libéralisme, introduisant progressivement les mécanismes du marché dans des économies planifiées, induisant une démocratisation du système.

C’est le sens du fameux :

En Pologne, 10 ans... H collection 102 H N° 476

Le pouvoir communiste en 1944, réprimant de suite l'armée de l'intérieur favorable au gouvernement en exil à Londres

Pays au départ paysan et profondément catholique où il n'y a pas d'opposition ouverte avant les années 54-56 (rapport K) grève ouvrière de Poznan où Varsovie manque de connaître le sort de Budapest (élection de Gomulka) puis une courte embellie (multipartisme ; Gomulka revenu au pouvoir) avant un nouveau durcissement. La transformation de l'économie polonaise a été – marquée que dans les autres pays du bloc communiste.

De nombreuses grèves et protestations : dure répression en 1970 : grèves de la Baltique

Les Polonais ont derrière eux, 10 ans de combat avec la fondation du syndicat Solidarnosc en 1980 avec **Lech Walesa** et son conseiller expert **Bronislaw Geremek**, fils de rabbin, miraculé du ghetto de Varsovie et médiéviste brillant à partir de la contestation ouvrière sur le chantier naval de Gdansk. (17 jours de grève)

Les accords signés le 31 août autorisent la création d'un syndicat libre et garantit la liberté d'expression : il compte 10 M de membres 1 an plus tard et sa branche rurale 3 millions de paysans.

Avec ces accords entre le pouvoir et les grévistes, c'est la première fois dans l'histoire du bloc de l'Est, qu'un régime communiste accède aux revendications des travailleurs et autorise l'existence d'un **syndicat libre**.

Côté politique, cette bombe sociale reste difficile à avaler pour les apparatchiks au pouvoir. Dans un premier temps, ils ravalent leur salive, mais au fur à mesure des mois qui s'écoulent, ils sont aidés, malgré eux, par divers mouvements de dissension au sein de "**Solidarnosc**", des mouvements qui agitent la direction nationale. Une lutte s'instaure entre les partisans d'une plus grande radicalité et les autres plus modérés vis-à-vis des autorités communistes.

Wojciech Jaruzelski, alors premier ministre et ministre de la Défense, devient premier secrétaire du parti communiste polonais.

Le coup d'Etat du général Jaruzelski le 13 décembre 1981 établit l'état de siège, interdit Solidarnosc et fait arrêter entre autre Lech Walesa et bloque pour un temps la démocratisation du régime, forte répression (Sans qu'il y ait eu menace d'une intervention des forces soviétiques)¹

Amnistie générale en 1986 : des espoirs vite déçus, nouvelle visite du pape en 1987

Mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets et que Gorbatchev met en place la perestroïka en URSS, pour apaiser l'agitation populaire, le gvt fait appel à Lech Walesa,

¹ Jaruzelski, en procès en 2007, reporté vu son âge, mort en 2014

devenu leader de l'opposition pour négocier avec les grévistes (mineurs, depuis août) et continuer de construire « **un socialisme à visage humain et démocratique** » : c'est la **table ronde de février à avril 89** qui réunit Solidarnosc, les représentants du gvt, et de l'Eglise catholique) qui aboutit à un compromis : légalisation de Solidarnosc et org d'élections semi-libres en **juin 1989** avec pour la 1^{ère} fois depuis 1947, des candidats non communistes.

Malgré l'encadrement vigilant du Parti, le mouvement Solidarnosc du syndicaliste **Lech Walesa**, soutenu par le pape d'origine polonaise Jean-Paul II remporte tous les sièges remis en jeu. . Pour la 1^{re} fois depuis la Seconde guerre mondiale, le gouvernement polonais n'est pas communiste et c'est une opposition légale qui parvient au pouvoir.

Le 24 août 1989 : Mazowiecki, le candidat de Solidarnosc devient 1^{er} ministre, le 29 décembre 1989, la Diète abolit le monopole de l'Etat communiste et rétablit l'aigle couronné comme emblème de la République de Pologne.

En janvier 1990, le PC se dissout et devient le parti SD de Pologne, une nouvelle génération de trentenaires et quarantenaires arrive au pouvoir et font passer le pays sans délai à l'économie de marché

Jaruzelski démissionne en décembre et Lech Walesa est élu président le 9 novembre 1990, l'opposition au pouvoir se déchire, faute d'ennemis.

En Hongrie, 10 mois... H 314 2006

Hongrie : sortie de la guerre du côté des vaincus, paix humiliante de 1919

Période de dégel après la mort de Staline

Rakosi au pouvoir en 1955, après Imre Nagy qui revient en 56 comme chef du gouvernement, lors de l'insurrection qui commence **le 23 octobre** et promet la fin du parti unique, Kadar à la tête du parti rallié aux Soviétiques.. Nagy arrêté, le 4 novembre les chars entrent à Budapest : 2 000 morts

Révolution complexe à la fois nationale, démocratique et sociale et surtout occultée par le régime de Kadar...mais beaucoup d'exilés (200 000)

En Hongrie, Gorbatchev assure que l'Armée rouge ne s'immiscera plus dans les affaires internes hongroises, et qu'une répression comme celle de Budapest en 1956 ne se reproduira plus. Mais 1989 en Hongrie a été un retour à 1956 : les tombes d'Imre Nagy et de ses compagnons étaient cachées au public et les successeurs de Kadar ont promis aux familles des victimes de pouvoir ensevelir les leurs..

En 1988, ils demandent que l'enterrement soit public : ce qui se fait le 16 juin 1989 : grande manifestation, prémisse de la chute du régime, au moment d'une « table ronde » qui va durer jusqu'à la fin de l'été.

Les communistes modérés et les libéraux mettent fin à la dictature en permettant des élections libres.

En Hongrie : sur le plan économique le secteur privé s'est développé au début des années 80 : en 1985, il représentait : 80% des BTP, 60 % des services, 20 % de l'agriculture et 15% de l'industrie, soit 30 % du PNB. Les ministres des finances et de l'économie s'inspirent de Milton Friedman pour appliquer des réformes, susceptibles de réduire le rôle de l'Etat dans les entreprises.

Le passage vers la démocratie a été aussi très progressif mais la sortie du communisme est facilitée par des oppositions à l'intérieur même du Parti, entre conservateurs et libéraux à propos d'un plan de réformes concernant la liberté de presse et d'opinion.

Le plan étant adopté, c'est l'occasion pour les + libéraux de liquider le 1^{er} secrétaire du Parti, **János Kadar** (porté au pouvoir en 1956, lors de la répression de l'insurrection de Budapest par les Soviétiques. ²)

En 1989, c'est avec le soutien de Gorbatchev que le Parti renonce de lui-même à son rôle dirigeant et annonce des élections libres pour le printemps 1990. Au pouvoir, une nouvelle équipe de gens plus jeunes tous issus de l'appareil communiste accélèrent la marche vers le multipartisme avec la gauche centriste et des nationalistes modérés, de gens issus de la dissidence mais formant de véritables partis, d'où une révision de la Constitution dont on ne gardera que 3 articles :

- les couleurs du drapeau,
- la langue officielle et
- le nom de la capitale.

Cet auto- sabotage du PC est fait en **octobre 1989** : le 6 octobre, «le parti socialiste ouvrier hongrois » devient le « parti socialiste hongrois » appel à nouer les liens avec la social-démocratie occidentale...

Déjà, c'est la Hongrie qui la première a ouvert le rideau de fer en ouvrant sa frontière avec l'Autriche, le 2 mai 1989, pour laisser passer les réfugiés de RDA.

Comment s'explique ce rôle moteur par rapport aux autres démocraties populaires ?

Le temps long de l'histoire

Pologne et Hongrie ont été dans l'histoire, à plusieurs reprises des puissances européennes importantes ; elles ont pratiquées l'insurrection contre les Russes (Pologne) au XIX siècle, participé aux révolutions de 1848, se sont insurgé au XX. Elles ont connu un certain décollage industriel fin XIX, début XX siècle.

² Retour des cendres d'Imre Nagy en juin...

Et pour **l'année 89 elle-même**, La politique des « **tables rondes** » a favorisé le relâchement du communisme et la constitution de futurs partis démocratiques : il y a eu dialogue entre le pouvoir et la dissidence, bon gré, mal gré

Sortie graduelle du communisme sans processus révolutionnaire d'où l'économie de la violence, sauf en Roumanie.

Ce sont les élites en place, incapables de mener à bien leur projet socio-économique qui abandonnent le pouvoir y compris dans les pays les – réformistes comme la RDA et la TchéCo qui n'a pas été le cas pour les autres démocraties populaires comme la Bulgarie et la Roumanie où la domination ottomane a été longue et où le communisme est resté très répressif comme en : on a dit

Dix jours en Tchécoslovaquie ?

La Tchécoslovaquie constitue un cas particulier : une société civile structurée face à un pouvoir communiste très conservateur

Un processus différent, difficile à classer : révolution dite de « velours » mais...

Pendant huit mois, de janvier à août 1968, c'est le long Printemps de Prague, un temps où la capitale tchèque rêve d'inventer une troisième voie, un idéal appelé "socialisme à visage humain".

Alexandre Dubček est devenu premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque (PTC) le 5 janvier 1968. Il a remplacé Antonin Novotny, l'homme lige de Moscou. Parmi les réformes mises en place durant les huit mois avant la répression, il y a la suppression de la censure en mars -des écrivains emprisonnés pour délit d'opinion sont libérés-, la liberté de rassemblement et d'association et des mesures de libéralisation économique. Le principe d'un socialisme à visage humain est présenté par le même Dubcek en avril.

L'annonce des réformes entraîne rapidement, dans la presse tchèque, des critiques contre l'URSS. La réponse de la presse soviétique et des pays alliés est une intensification des attaques contre la Tchécoslovaquie avec des allusions, à peine voilées, à ce qui s'était passé en Hongrie en 1956 : une insurrection réprimée dans le sang par l'armée soviétique. La politique de la Tchécoslovaquie et d'autant plus critiquée, que les autres pays du bloc de l'Est craignent une contagion.

À deux reprises, le premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, Leonid Brejnev, exige une modification de la ligne du PCT, mais Dubček, très soutenu par la population, refuse.

1968 : l'écrasement du printemps de Prague du « **socialisme à visage humain** » de Dubcek par les armées du Pacte de Varsovie, régime de normalisation (Husak) avec un Parti sclérosé,

hostile aux réformes mais dont les marges de manœuvre se réduisent en raison de la dégradation de la vie économique.

Une « opposition civile » civile organisée, de façon secrète autour **des intellectuels dissidents** de la Charte 77, conduit par l'écrivain Vaclav Havel.

Dualisme entre 1 PC très rigide, anti Gorbatchev et une société plus libérale.

En 1987, Husak est évincé de la tête du PC au profit de Milos Jakes

Manifestations en 1988 (commémoration de l'indépendance de 1918) et au printemps 1989 commémorant la mort de l'étudiant Jan Palach qui s'est immolé par le feu protester contre la répression.

L'impulsion est donnée par la chute du mur de Berlin : le **17 novembre 1989**, 50 000 personnes se rassemblent pour commémorer la mort de Jan Opletal (étudiant en 1939, contre l'occupation allemande qui renvoie à l'occupation soviétique).

Intervention des forces de l'ordre : 500 blessés

1989 : Grève générale : 75% de la population ; devant la passivité de Moscou : démission du président Husak en tant que président, symbole de la normalisation, porté au pouvoir par les chars soviétiques; la porte du pouvoir s'ouvre pour Vaclav Havel ; président de la Tchécoslovaquie, puis de la République tchèque : un des rares dissidents à faire une longue carrière politique après 1989.

En conclusion, Des situations différentes donc où l'on voit une sorte d'accord entre les élites gouvernantes qui vont profiter de l'opportunité lié au changement de politique de l'URSS envers ses satellites et les populations civiles, plus ou moins structurées, dont l'objectif dans les années 80 n'était pas de renverser le communisme (les dissidents) mais d'obtenir de meilleures conditions de vie pour la population et de respirer par rapport au pouvoir.

La situation a été différente en Roumanie ou en Bulgarie où les sociétés étaient plus atomisées, la terreur quotidienne, des populations moins urbanisées et très agricoles

La Bulgarie avec **Jivkov** avait un des leaders les + anciens, en poste depuis les années 50, il a tout suivi de ce qui s'est passé en URSS et ne céda pas aux sirènes de Gorbatchev, pas plus que **Ceausescu** qui avait d'ailleurs gardé une politique extérieure indépendante : refus d'intervenir en Tchéco, positions proches de la Chine dans les années 70.

Jikov fut poussé dehors par le parti lui-même le **9 novembre** et le pays a connu un grand changement lent et tardif, ce qui ne cadre pas avec la typologie simple des sorties négociées et pacifiées du communisme en Europe centrale et les « violences balkaniques » qui auraient préservées des pratiques communistes matinales de nationalisme radical en raison de la présence des minorités hongroises en Roumanie et turques en Bulgarie.

« Ceausescu était à la fois autoritaire et enthousiasmant pour les Roumains car il était en même temps au pouvoir et dans l'opposition. Représentant du Léviathan pour son peuple, il incarnait la lutte du David roumain contre le Goliath soviétique en politique extérieure »,

Aussi savait-il jouer sur tous les registres.

« Modeste rouage de la terreur stalinienne au tournant des années 1950, puis héros "national-communiste" (...) à la fin des années 1960, il devint le principal acteur du néostalinisme, le meurtre de masse en moins, dans les années 1980 », rappelle Traian Sandu.

L'histoire du conducator, du « Danube de la pensée » « du génie des Karpates » est à la fois ubuesque et terrifiante et n'est pas seulement une histoire roumaine.

Symbole du renversement d'un tyran sanguinaire ; mélange du communisme le + obtus (grands projets urbanistiques et architecturaux) nationalisme fanatique, politique nataliste impitoyable, repli xénophobe et anti-occidental sur les traditions roumaines...avec une clique gérontocratique, avide d'avantages matériels, servile et méprisante avec le peuple Salué par de Gaulle pour son refus de la logique des blocs, il était reçu à Buckingham Palace et à la Maison Blanche, tandis que son peuple vivait dans la peur, la faim et le froid.

Les dirigeants occidentaux ont du reste toujours gardé un œil sur Bucarest, passant de l'intérêt à l'horreur à mesure que le régime dérivait vers une dictature de plus en plus ubuesque. Au point que Traian Sandu peut écrire, non sans humour, que la Roumanie a fourni *« à l'imaginaire occidental deux héros-repoussoirs, dont les autochtones sont passablement fiers »* : Vlad l'Empaleur et Nicolae Ceausescu.

Si le premier, qui régna sur la Valachie au XV^e siècle et inspira la légende de Dracula, fut incontestablement un grand massacreur, Ceausescu humiliait et terrorisait les Roumains, pourchassant les opposants, étouffant dans l'œuf toute dissidence, établissant une surveillance généralisée de la société à travers sa police politique, la Securitate. Jusqu'aux années 1980, il réussit même à maintenir, grâce au nationalisme sans cesse attisé par sa propagande, une forme paradoxale de popularité.

La révolution (très largement mise en scène) sera la + rapide, la + sanglante, (1100 morts) se terminant par le procès sommaire et l'exécution des époux Ceausescu.

Les gens y étaient très pauvres, la société atomisée sous la férule de la **Securitate**, facilement manipulable ; il n'y avait pas d'élites avec lesquelles discuter (comme en Bulgarie) d'où ce procès maladroit dont les images ont quand même fait le tour du monde.

Cet automne des peuples de l'Est, stupéfiant vu de l'extérieur semblait encore moins concerner la RDA, obstinée à refuser toute réforme et encore moins qu'il entrainera la chute du mur de Berlin, puis la réunification allemande.

Cette dernière, Gorbatchev la jugeait aussi invraisemblable qu'inacceptable. En visite à Berlin-Est, lors de la commémoration du 40^e (et dernier) anniversaire de la RDA le 7 octobre 1989, accueilli de façon délirante par les Berlinois, il fait 2 déclarations dont il ne semble pas percevoir la contradiction interne :

« On nous demande constamment de liquider telle ou telle division : que l'URSS se débarrasse du mur de Berlin après quoi nous croirons à ses intentions pacifiques...mais le fait est que jusqu'à maintenant, l'attention portée aux réalités de l'après-guerre a assuré la paix sur le continent... »

Autrement dit, ne changeons rien...

Mais en même temps : à Erik Honecker, dont les jours au pouvoir sont comptés

« la vie sanctionne ceux qui sont en retard »

Honecker faisant la sourde oreille aux réformes voulues par Gorbi ...

Pour un État qui, depuis sa naissance, a trouvé sa raison d'être dans l'affirmation de sa fidélité à une forme de communisme dont l'Union soviétique était à la fois le chef de file et la garantie de la survie du régime, l'avènement à la tête de l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev et sa décision de lancer son pays dans la voie des réformes apparaît comme un insupportable désaveu.

La perestroïka n'est rien moins que la remise en cause des fondements mêmes du système établi en RDA par Erich Honecker.

Or 1 mois plus tard, le mur de Berlin tombe ; 1 an plus tard, l'Allemagne est réunifiée.

Le communisme a disparu de l'Allemagne de l'Est, le pacte de Varsovie dissous ; preuve que Gorbatchev n'avait pas mesuré l'impuissance de l'URSS, pas plus que les observateurs occidentaux.

Mais la RDA, le dernier bastion des démocraties populaires de l'Est, contestée depuis longtemps pouvait-elle rester un îlot communiste dans une Europe post-communiste ???

Il faut rapidement revenir à l'après 2^e guerre mondiale : la raison d'être de la RDA en 1949 : être un bastion avancé du socialisme face à une RFA capitaliste ; crée sur les ruines du III Reich.

C'est donc très différent des autres démocraties populaires nées de la volonté de l'URSS qui existaient déjà comme nations, peuples etc... et pouvaient envisager un avenir hors communisme.

Mais la RDA est née de la division imposée d'un peuple et d'une nation et d'ailleurs la RFA dans sa Loi fondamentale de 1949 a contesté cette création artificielle et posés les mécanismes de réunification.

Ce qui s'est passé, c'est l'hémorragie de citoyens est-allemands en direction de l'W, les jeunes, les cadres qui à terme aurait vidé le pays de sa population, via Berlin-Est. D'où la décision d'édifier ce fameux « mur de la honte » le 13 août 1961, ces quelques 165 km de béton, avec un no man's land miné de 50 km, côté Est.

Ce qui n'a pas suffi à pérenniser le régime, et on prit l'habitude de se rencontrer peu à peu dans les pays d'Europe de l'Est, un peu ouverts au tourisme pour faire rentrer quelques devises...Et puis pendant l'été 89, les déplacements des familles de l'Est ont continué au-delà des vacances.

Pourquoi ?

Parce que la Hongrie, au mois de mai a ouvert le rideau de fer le long de sa frontière avec l'Autriche, comme les accords d'Helsinki lui en donnait le droit (libre circulation des personnes) ce qui est passé inaperçu à l'W !!

La RDA comme Etat et le régime communiste Est-allemand n'ont guère tenu que grâce à la protection militaire soviétique et au soutien économique et financier de la RFA. Néanmoins Moscou et Bonn ne semblaient pas pouvoir prendre le risque de l'abandonner.

Or pendant ce printemps 1989, en RDA Honecker et le SED (PC Est allemand) refusent tout changement, interdisent la propagande pour la perestroïka et truquent les élections communales au mois de mai. Ils approuvent la répression chinoise de Tiananmen le 4 juin et se voient vite submergés par les demandes d'émigration vers la RFA qu'ils accordent pour se débarrasser des éléments « asociaux ».

Le SED est sûr de lui, de toute façon, il a fait partir les dissidents potentiels et ceux qui auraient voulu des réformes ne peuvent s'appuyer sur une population qui souhaite surtout pouvoir circuler à l'W, voir quitter la RDA pour les jeunes, surtout pour les + diplômés. Mais cette population était assez conformiste et il y avait un sentiment de supériorité vis-à-vis des autres pays du bloc communiste.

Mais suite à l'ouverture du rideau de fer, l'été voit un extraordinaire afflux de ressortissants de la RDA qui soit à Berlin Est, soit dans les ambassades de Prague ou de Varsovie demandent la possibilité d'émigrer. Au moment de la chute du mur 10 000 allemands de l'Est étaient passés en RFA, par son ambassade à Budapest ; 17 000 par Prague

Pendant ce temps, les mouvements de sorties du communisme s'accroissent et le peuple manifeste, ce qu'il n'avait pas fait depuis la répression des révoltes de 1953.

Le slogan : simple et terrible : **nous voulons partir**, de façon spontanée les quelques dissidents sortent de l'ombre et s'organisent. Ce sont des pacifistes, écologistes ou défenseurs des DH : pas + de 15 000 personnes : il faut attendre septembre pour qu'un mouvement civique se structure, que des affrontements violents n'éclatent ; le SED restant droit dans ses bottes.

Néanmoins les Eglises évangéliques réclament des réformes, les oppositions se cristallisent avec la nouveau Forum, le PSD se reconstitue, tous les lundis soirs les manifestations silencieuses se retrouvent à l'église Saint Nicolas de Leipzig : 5 000 le 5 septembre ; 120 000 le 16 octobre...on réclame des élections libres et la possibilité de circuler librement à l'étranger.

9 novembre : aboutissement d'une concurrence perdue avec l,W et point de départ d'une formidable recomposition du continent européen

Ouverture officielle : 22 décembre

Honecker est poussé vers la sortie, remplacé trop tard par Hugo Krenz qui promet des changements sans dire lesquels et toutes les règles concernant la nomenclature se désagrègent, la parole se libère et le risque de banqueroute oblige à mendier vers Bonn dont il aurait fallu accepter les réformes économiques en contrepartie d'une aide massive : la RDA ne peut être capitaliste, autrement dit, ne plus avoir de raison d'être.

Le 4 novembre : 1 million de Berlinoises dans la rue : le gouvernement démissionne, le pouvoir ne contrôle plus rien.

Mais l'ouverture du Mur n'a pas été une initiative du pouvoir : au contraire, il y perdait une carte de négociation avec Bonn.

On sait très bien ce qui s'est passé : les discussions gouvernementales portent sur les modalités des voyages hors RDA, par erreur, son porte-parole Gunther Schabowski annonce dans une conférence de presse retransmise sur les TV, après avoir été d'abord très confus sur la date, que la possibilité de quitter la RDA sans passer par un pays tiers

Ni par les postes frontières est-allemands, est possible « dès maintenant » donc immédiatement le 9 novembre 1989 à 18 heures 57...

La suite est ultra connue : dès 21 h les gardes-frontières sans consigne, laissent passer des petits groupes, et c'est la TV ouest-allemande qui donne l'information...et tout Berlin-Est s'allume et « ***c'est la plus grande fête de rue de toute l'histoire du monde*** » écrit Egon Krenz dans ses Mémoires.

Le lendemain, les médias du monde entier sont là et défilent sous nos yeux éberlués par la rapidité de l'évènement, les mêmes images : les Allemands de l'Est (3 millions) en Trabant qui arrivent à l'W dans une liesse collective, achètent quelques fruits frais, des jouets pour les enfants et...retournent chez eux. Dans les jours qui suivent des millions d'Allemands de l'Est allèrent en visite à l'W et en 2 mois, 150 000 personnes quittent la RDA

Formidable commercialisation des morceaux de mur...

A ce stade, il faut souligner le rôle essentiel des médias dans l'ouverture du mur et d'une façon générale sur ce qui s'est passé depuis les années 50 : c'est en regardant les TV de l'W que l'on s'évade, que l'on s'informe, que l'on apprend le 2 mai, la suppression du rideau de fer avec l'Autriche : l'information amplifie le flot d'émigrés, c'est le même phénomène pour

les grandes manifestations de l'opposition où des milliers de personnes demandent des réformes et dont la TV Est allemande ne montre rien. On peut dire que la TV ne fait pas qu'informer sur l'évènement : elle le précipite.

Dès le 1 décembre le Parti perd son rôle dirigeant et la ½ de ses inscrits et commence l'épuration lui-même avec une commission d'enquête sur la police politique, la fameuse **Stasi** (85 000 agents ; 100 000 indicateurs) dont le siège à Berlin est pris d'assaut et saccagé le 15 janvier 1990, jour où Erik Honecker, déjà exclu du Parti fut inculpé pour « haute trahison ».

On aurait pu penser pour la RDA une évolution autonome, avec celui d'une profonde réforme du régime, mais y avait-il une voie possible entre capitalisme et socialisme dans un pays profondément endetté ?

Certes avec la Détente des relations entre les 2 grands à partir de 1963, l'Ostpolitik du chancelier de la RFA, Willy Brandt, donc son ouverture vers l'Est, la reconnaissance mutuelle des 2 Allemagne en 1972, la RDA reconnue internationalement, brillant sur le plan sportif (JO d'hiver : 1968) apparaît comme le pays le + avancé, le + stable des pays d'Europe de l'Est, cependant miné de l'intérieur.

Helmut Kohl, le chancelier de la RFA a réalisé la réunification de l'Allemagne, à marche forcée, annoncée dès son programme du **28 novembre 1989** ; en proposant une union économique monétaire avec la RDA en février 1990, entériné par des élections favorables en mars 1989. C'est « le mariage le + couteux du siècle »...pour la FRA

Par le traité 4+2 du 12 septembre 1990 la RFA reconnaît l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse et clôt définitivement les séquelles de la 2^e GM.

Que l'effondrement du bloc communiste soit si rapide et qu'à terme il ouvre la porte à la réunification allemande a surpris tous les contemporains.

Nous, occidentaux avons surtout vibré à la chute du mur de Berlin, et cet évènement n'est pas perçu de la même manière par l'W ou l'est de l'Europe.

Hubert Védrine a rapporté les propos de Lech Walesa sur l'apport de la Pologne dans la chute du communisme en Europe en ironisant : Lech Walesa croit que la Pologne a contribué à 80 %, que 15 % sont dûs aux événements divers et que 5 % de victoire reviennent à Gorbatchev.

Pour H Védrine, on peut inverser ces propos : c'est le rôle de Gorbatchev qui a été décisif et le rôle des Polonais marginal

Hubert Védrine a littéralement dit sur les ondes de France Culture : « C'est Gorbatchev qui a ouvert le Mur ».

Pourquoi a-t-il laissé faire ?

Pourquoi a-t-il laissé faire ?

Gorbatchev était-il pris à la gorge par des performances économiques décevantes, comme certains l'affirmèrent par la suite, lesquelles l'auraient poussé à des concessions vitales pour maintenir à flot le navire soviétique ?

Ce qui est certain c'est que l'URSS depuis les années 80, l'URSS ne peut plus assumer le coût de la guerre Froide qui donnait la priorité au secteur militaro-industriel aux dépens des besoins de la population (l'URSS dépense 16,5 % de son PNB pour son programme d'armes nucléaires, contre seulement 8 % aux États-Unis), son économie s'essouffle et des échecs en politique extérieure s'ajoutent au tableau (février 1989 : retour des troupes soviétiques de l'Afghanistan). Le coût de son empire et de son glacis de protection, face à l'W : les démocraties populaires.

En 1985, les Soviétiques en finissent avec la gérontocratie au pouvoir – *you die, I'll fly* (« tu meurs, je vole ») par James Baker, : à **Brejnev, mort en 1982** ; se sont succédé **Andropov**, puis **Tchernenko**, mort en 1985, arrive au pouvoir, un homme de 54 ans comme 1^{er} secrétaire du PC dont le destin est d'être aussi adulé à l'W que détesté dans son propre pays.

Né aux environs de Stavropol, en Russie du Sud, région agricole mais pauvre c'est un pur produit du système qui a suivi une **carrière classique d'apparatchik** au sein du Parti.

Il fait sa carrière avec des postes de responsabilité chez les **komsomols, étudiant en droit** ; il épouse une étudiante en sociologie Raïssa qui comptera beaucoup dans sa popularité...à l'W, sorte de vitrine de la nouvelle URSS.

Il monte vite les marches du pouvoir, 1^{er} secrétaire du Parti à Stavropol puis pour toute la région, il adhère au Comité Central en 78, puis au Politburo et décide de changer les choses :

A Raïssa

Tu comprends, je suis arrivé ici avec l'espoir et la conviction que je pourrais faire quelque chose mais jusqu'à présent, je n'ai pas eu beaucoup de succès. Si je veux vraiment que cela change, je dois accepter la proposition, à condition que proposition, il y ait, bien entendu. On ne peut plus vivre ainsi...

Mémoires en 1996

il s'entoure de nouveaux conseillers sur le plan des relations internationales, de ceux qui ont mis au point des principes et des pratiques qui vont dominer la politique avec **2 concepts pour moderniser le pays et** :

La glasnost, la transparence soit favoriser les libertés individuelles (mais la transparence , c'est aussi la mémoire et la possibilité de révéler ce qui était tenu secret, la responsabilité de l'Etat dans les domaines les plus sensibles, celui des répressions et plus encore au printemps 1989, la connivence de l'URSS et du nazisme et l'annexion des pays baltes)³ et sur le plan économique, **la perestroïka**, la relance de l'économie que Gorbatchev veut propulser dans le démocraties populaires) dont il annonce la pratique 6 mois après son élection.

En aucun cas, formé à l'école du Parti il n'envisage de mettre fin à l'existence du communisme mais il pense pouvoir réformer le socialisme : y mettre un peu de marché, un peu de démocratie sans pour autant détrôner le Parti et son rôle dirigeant.

C'est un socialiste romantique, vraiment sincère dans sa volonté de transformer son pays, mais ne l'imaginant certes pas en démocratie libérale capitaliste.

il s'est heurté au flou de ses propres propositions ; à un système habitué à vivoter avec une économie parallèle, des marchandages et le clientélisme. Sa lutte contre la consommation massive d'alcool le fit **surnommer 1^{er} secrétaire minéral** et lui fit perdre en plus de sa popularité des recettes fiscales.

Au printemps 1989, l'URSS est beaucoup plus préoccupée par la campagne pour les élections législatives, (Congrès des députés) car pour la 1^{ère} fois pouvaient se présenter des candidats « indépendants » du Parti et donner la parole à des dissidents comme Sakharov : 12 %des voix dont l'intervention permit l'abrogation de l'article 6 de la Constitution, abrogeant le rôle dirigeant du Parti.

L'accélération de l'histoire à Moscou fait écho au rythme trépidant des changements dans les DP à un niveau tout à fait transgressif : quelle solution y avait-il pour les pays frères ? La solution chinoise : la répression ou « polonaise » la négociation par étapes de la dictature à la démocratie ?

Or Gorbatchev accepte ce qui se passe dans le camp communiste car il croit encore à la fraternité des systèmes toujours à l'ordre du jour pendant cette année 1989.

Non seulement, il y croit mais il a renoncé à la théorie de « souveraineté limitée » non théorisée mais pratiquée par Brejnev, donc à l'usage de la force et dès le début il a poussé au renouvellement progressif des dirigeants des pays de l'Est et multiplie les déclarations sur la nécessité de réformer : beaucoup sont perplexes, étant arrivés au pouvoir du temps de Brejnev.

On sait que Jivkov, le PC tchèque, Ceausescu et surtout Honecker résisteront aux sirènes de Gorbatchev.

On se souvient de sa visite à Berlin-Est les 6 et 7 octobre et l'éviction d'Honecker le 16...

Fin décembre, G voyait le temps de la GF révolue et il était déjà désigné comme le prix Nobel de la paix qu'il reçut en 1990.

³ Memorial, fondée en 1989 par le physicien russe Tcherkassov, H décembre 2021, en août une chaîne humaine traversant les 3 Etats baltes, pour rappeler leur annexion)

Sa gloire ne dura pas car elle reposait sur un pari : refonder les rapports E/W car il ne peut plus assumer la guerre froide, dès 1987 la signature du traité de Washington démantelant les missiles à portée intermédiaire et en Europe la proposition d'une Maison commune européenne

1988/ Discours devant l'ONU :

C'est donc pour atteindre l'objectif annoncé d'un nouveau système international et afin de montrer la bonne volonté de l'URSS qu'il annonce une réduction unilatérale des forces du pacte de Varsovie et de l'Union soviétique : dans les deux prochaines années, 500 000 hommes quitteront la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la RDA, suivis de 10000 chars. Persuadé qu'il est dans le sens de l'histoire et que c'est en Europe qu'il pouvait concrètement témoigner de la libéralisation du système, Il brade ce que l'Union soviétique avait mis si longtemps à bâtir : sa parité stratégique avec l'OTAN et sa présence militaire massive en Europe orientale, ce glacis destiné à la protéger de l'Alliance atlantique ?

Il n'y avait pas de 3^e voie entre le capitalisme et le socialisme, même réformé et G l'apprit très vite. Tandis qu'Helmut Kohl jusque-là son grand soutien parle de réunification dès décembre 1989, les élections en Hongrie, en RDA achèveront de balayer les attentes réformatrices.

La vision de la fin du communisme en Europe comme en URSS, s'incarnera dans le départ et non la réduction des troupes soviétiques, des anciennes démocraties populaires. Parmi ceux qui vont rentrer, il y avait un certain Vladimir Poutine officier du KGB à Dresde, dans cette RDA considérée pourtant comme le pilier des DP, et qui pourtant ne s'était maintenu que grâce à la protection militaire de l'URSS et au soutien économique et financier de la RFA ..

Le séisme de 1989 avec la chute du mur de Berlin et à terme la réunification allemande puis disparition de l'URSS a bouleversé le paysage politique et stratégique de l'Europe figé depuis les années 1950.

Les pessimistes s'inquiétèrent d'un retour à l'Europe du passé avec une Allemagne puissante au centre de l'Europe, un retour des nations et des affrontements territoriaux interethniques possibles, un futur sursaut impérial de la Russie, humiliée par la perte de ses conquêtes de 1945 et l'avancée de l'Otan à l'Est.

Les optimistes imaginaient un continent en paix, enfin, indépendant économiquement et partageaient cette idée de victoire de la démocratie libérale et de l'économie de marché, de l'entrée dans un monde unipolaire sous la protection de l'hyperpuissance américaine.

En conclusion, on peut souligner le rôle ambigu de Gorbatchev dans sa décision de ne pas intervenir par la force en Europe de l'Est, car ce n'est pas dans le sens de la démocratie libérale qu'il a agi, et cependant a soufflé dans le monde le vent de la démocratie jusqu'à être théorisé.

II) le vent de la démocratie

Il y eut des effets secondaires dans le monde de ce que certains ont appelé « l'onde de choc » Gorbatchev, en dehors a contrario du choc de la répression chinoise de Tiananmen , mais en Amérique Latine, en Afrique peut être surtout , en particulier en Afrique du Sud avec le désengagement auprès de l'ANC.

Le fil rouge de ce moment particulier de l'histoire mondiale est la parution de l'article d'un politologue de l'université de Stanford aux États-Unis, **Francis Fukuyama**, intitulé « la fin de l'histoire » augmenté en 1992 par le livre ***La fin de l'histoire et le dernier homme*** : nombreux sont ceux qui à l'époque se sont interrogé sur le sens de cette expression, voire même ont ironisé feignant de le prendre au 1^{er} degré : il n'y aurait donc plus d'évènements ; ce que l'histoire a démenti de suite, comme en témoignaient d'abondance les conflits, notamment celui qui déchira l'ex-Yougoslavie, le génocide des Tutsi rwandais, et finalement, fichée au cœur des États-Unis, la flèche du 11 Septembre 2001.

Avec la fin du monde bi-polaire c'est l'établissement d'un monde sans conflit, dominé par les USA et le couple démocratie libérale et économie de marché en raison de la Victoire du capitalisme . donc pourquoi y aurait-il des conflits à l'avenir Plus qu'auraient disparu les motifs de se battre (sauf dans quelques régions périphériques formant le monde historique en arrière du monde post-historique ?

Pétri de culture états-unienne jusque dans la métaphore longuement filée du western, Fukuyama imagine l'humanité comme « un immense convoi de chariots étiré le long d'une route » ; quelques-uns bivouaquent dans le désert ; certains sont attaqués par des Indiens. « Cependant la grande majorité des chariots accomplira le lent voyage vers la ville, et la plupart d'entre eux finiront par y arriver».

Dans ce livre F F expliquait la chute des régimes communistes par le besoin de dignité des individus et considérait que toutes les sociétés tendaient désormais vers la démocratie. 30 ans après ce mouvement de transition s'est grippé et FF a révisé ce postulat, l'ouverture des archives des pays de l'Est en particulier permet de retravailler sur ces données.

Le siècle qui commence [est] plein de confiance dans le triomphe définitif de la démocratie libérale à l'occidentale. [...] Le triomphe de l'Occident est évident, d'abord par l'épuisement total de tout autre système alternatif au libéralisme occidental. [...] Ce phénomène dépasse les relations internationales et se voit également dans l'extension inéluctable de la culture

de consommation occidentale. [...] Ce à quoi nous assistons n'est peut-être pas seulement la fin de la Guerre froide, mais la fin de l'histoire tout court : autrement dit, le point final de l'évolution idéologique de l'humanité, et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale du gouvernement humain. [...] Cela ne veut pas dire la fin de tous les conflits internationaux. [...] Il y aura toujours un très haut niveau, peut-être un niveau croissant de violence ethnique et nationaliste [...]. Ce qui implique que le terrorisme et des guerres de libération nationale continueront [...]. Mais les conflits à large échelle [...] semblent disparaître de la scène.

C'est en somme l'accomplissement de l'universalisme occidental né en 1789, l'épanouissement du libéralisme occidental dans les champs politiques et économiques. Pour Fukuyama, c'est entre Washington et la Bourse de New York que l'histoire s'accomplit et parvient à sa fin.

Mais depuis, le mouvement de transition, s'est grippé... L'idée que toute dictature allait voir son pouvoir, progressivement, s'effriter, avant de s'effondrer, n'a pas résisté à l'examen, au contraire. // la financiarisation et la dérégulation effrénées de l'économie ont plongé le monde capitaliste, donc le monde tout court dans une terrible crise sociale en accroissant partout les inégalités.

la liste de tous les maux qui accablent nos sociétés, chômage, guerre économique sans merci, exclusion, pauvreté, creusement des inégalités, poids de la dette, extension des armements et particulièrement de l'armement atomique, mafias et consortiums de la drogue et du proxénétisme, environnement menacé tuent dans l'œuf la thèse de Fukuyama et fait place à une désillusion dont **Francis Fukuyama** prend acte, 30 ans après la publication de son ouvrage en disant que pendant longtemps, on a cru à l'idée selon laquelle toutes les sociétés transiteraient mécaniquement vers la démocratie sous l'effet de la modernisation. Transition dont les régimes autoritaires ne seraient qu'une étape préliminaire.

Or, selon on assiste au contraire à une convergence des régimes autoritaires et démocratiques dans une zone grise du pouvoir et la naissance en Europe même du terme de démocratie illibérale vient cruellement démentir l'espoir de ceux qui ont rêvé en 1789 de démocratie tout court : en Europe et dans le monde.

L'exemple de Singapour en offre un exemple édifiant. Le modèle démocratique illibéral en place dans la cité-état ne serait pas une étape vers la démocratie libérale, mais peut-être bien son futur visage.

: "On voit que la Chine ne respecte pas les règles internationales qu'on espérait la voir respecter, constate l'économiste, par exemple du point de vue de la propriété intellectuelle ou de la réciprocité des échanges. (...) Elle n'est pas le partenaire commercial que l'on

espérait. (...) J'ai toujours pensé que de tous les systèmes autres que la démocratie libérale, la Chine représentait le plus grand défi pour les démocraties occidentales. Parce que c'est un état autoritaire qui a un vrai modèle : une économie quasi capitaliste, mais néanmoins très dirigiste. Et c'est un état plus autoritaire encore depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping."